**PROCÈS VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL DU 3 JUIN 2024**

L'An Deux Mil Vingt Quatre, le 3 JUIN à DIX NEUF HEURES, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Gérard HERBERT.

Nombre de CONSEILLERS MUNICIPAUX en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 28 mai 2024

ORDRE DU JOUR :

- Adoption du procès-verbal de la séance du 11 avril 2024
- Adoption du tableau d'octroi des subventions aux associations pour l'exercice 2024,
- Application de la nomenclature comptable M57,
- Tableau des effectifs du personnel communal,
- Adoption d'une convention avec l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) pour mettre en œuvre des actions relatives à l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque inondation,
- Définition des Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAErR),
- Projet de création d'un espace numérique partagé – Adoption d'un plan de financement prévisionnel et demandes de subventions,
- Projet de création de terrains de basket 3X3 – Adoption d'un plan de financement prévisionnel et demandes de subventions,
- Adoption de conventions de servitude,
- Projet BAFA de territoire,
- Engagement de la commune dans la charte du réseau Guid'Asso,
- Avis de la commune projet économique.

ETAIENT PRÉSENTS : Monsieur HERBERT, Maire, Madame GARDA-FLIP, Monsieur DAOUT, Madame MARIGNAN, Monsieur LARY, Madame DEMAZEAU, Monsieur DELIS, Madame GREFFIER, Monsieur TALBOT, Adjoints, Mesdames SOLANO, COTTIN, Monsieur BARTONICEK, Madame DA SILVA, Messieurs GROSJEAN, BYKOWSKI, Madame BRACHET, Messieurs PELUCHON, OURZIK, Madame LEBEAU, Messieurs LEGUBE, CAIRE, BONNIN, Madame VAILLANT, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS : Monsieur COURCO qui a donné pouvoir à Monsieur OURZIK
Madame LEPROUX qui a donné pouvoir à Madame GARDA-FLIP
Monsieur MULTEAU qui a donné pouvoir à Monsieur LARY
Madame PERRAUX qui a donné pouvoir à Monsieur HERBERT
Monsieur TINARD qui a donné pouvoir à Monsieur LEGUBE

ABSENTE : Madame SANTOS

Monsieur LEGUBE a été nommé Secrétaire de Séance.

En préalable de l'ordre du jour officiel de la séance, le conseil accueille des représentants du conseil communal des jeunes qui font état, dans leurs commissions respectives, des différents actions et projets qu'ils ont été amenés à mener et étudier sur le territoire de la commune. Mr le Maire et l'ensemble des conseillers les remercient pour le travail réalisé.

Suite au récent décès de Monsieur Bruno MORCEAU, Conseiller Municipal, Monsieur le Maire invite le conseil à observer une minute de silence.

L'assemblée accueille Madame Annie LEBEAU, nouvelle conseillère municipale.

Adoption du procès-verbal de la séance du 11 avril 2024 par 27 voix pour et 1 abstention (Madame LEBEAU).

I. FINANCES

1. ADOPTION DU TABLEAU D'OCTROI DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'EXERCICE 2024

Monsieur le Maire

Je vous propose de procéder à l'adoption du tableau annuel des subventions aux associations pour 2024 pour lequel le total des individualisations est de 239 748 € (rappel : le montant inscrit au budget primitif 2024 est de 240 000 €).

En outre, par prudence, et en application de l'article L1111-6 du CGCT, il est demandé aux élus siégeant à titre personnel dans des organes de direction des associations figurant dans le dit tableau de ne pas prendre part ni au vote ni aux débats préalables.

DISCUSSION

Monsieur le Maire : « Chauvigny compte plus de 150 associations. En plus des subventions, il y a les mises à disposition que ce soit en termes de gratuité de locaux ou de personnel »

Monsieur LEGUBE : « nous sommes surpris par le fait que l'association « les Temps d'Art » soit encore subventionnée à hauteur de 22 500 € car l'année dernière, on nous avait présenté cela comme un « one shot »

Monsieur le Maire : « oui c'était une fois pour 43 000 € qui correspondait au coût résiduel pour la commune quand c'est elle qui organisait le festival. Donc pour 2024, on réduit de moitié mais il faut bien que la collectivité continue à apporter son soutien »

Monsieur LEGUBE : « oui donc on peut s'attendre à une dégressivité de la somme qui continuera les prochaines années ? »

Madame MARIGNAN « le festival est encore jeune..D'autres partenariats divers sont recherchés. Ce que l'on souhaite c'est que ce festival fonctionne et constitue une vitrine de la culture à Chauvigny ».

Monsieur LEGUBE : « je pose ces questions car je persiste à dire que des associations portant des manifestations comparables sont sous-subventionnées par la commune. Il faut rechercher un équilibre ».

Madame MARIGNAN : « je suppose que vous partez du « loup qui zozotte » : pourquoi voulez-vous absolument un équilibre ? on regarde également comment chaque association est soutenue par les autres partenaires institutionnels ; Région, Département..Les Temps d'Art bénéficieront de 5 000 € du département mais rien de la Région »

Monsieur le Maire : « concernant le festival « les temps d'art », on veut s'inscrire dans la continuité. Les 1ères éditions ont joué un peu de malchance rappelons- nous : la crise sanitaire, une météo peu favorable.. »

Madame VAILLANT : « oui c'est vrai qu'on reste un peu sur notre faim ; on pensait que la subvention pour ce festival serait encore moins importante cette année..Mais c'est vrai que la lecture des différentes sommes allouées n'est pas toujours aisée. On voit que plus de 85% des crédits culturels sont concentrés sur seulement trois associations : l'Harmonie Municipale, la SRAC et les Temps d'art ».

Monsieur LEGUBE : « pour les vitrines Chauvinoises, l'association locale des commerçants, la subvention est peu importante au regard des actions qu'elle mène.. »

Monsieur le Maire : « elle est néanmoins en hausse par rapport à l'année dernière..Concernant l'Harmonie Municipale, je rappelle que depuis l'année dernière, la ville participe par voie de convention au financement du poste de chef d'orchestre. On a la chance d'avoir une harmonie dont la réputation dépasse les frontières de Chauvigny. De même, la SRAC effectue également un travail assez exceptionnel reconnu au-delà du département. Pour ce qui est des critères d'attribution, on peut envisager de revoir certaines choses à l'avenir. Certaines associations ont de la trésorerie disponible.. ».

Monsieur CAIRE : « pour Chauvigny, la statistique est d'environ 20 associations pour 1 000 habitants. Pour le département de la Vienne, la moyenne ressort à 27.. »

Monsieur DAOUT : « il faut faire attention aux statistiques ...l'INSEE en recense 486 sur Chauvigny.. »

Monsieur LEGUBE : « certaines ne sont pas actives.. »

Monsieur LEGUBE : « dans le domaine du sport, pour avoir participé à la commission ad-hoc, j'ai le sentiment que certaines subventions sont reconduites d'une année sur l'autre. L'USC Football représente une grande part du budget dédié.. »

Monsieur le Maire : « n'oublions pas que l'équipe fanion évolue à un niveau national, en l'occurrence N3, le budget du club doit être un des moins élevés de la division »

Monsieur DAOUT : « comme quoi l'argent ne fait pas tout..Concernant la répartition des subventions sportives, je rappelle que nous avons en 1^{er} lieu les subventions de fonctionnement classiques, en second lieu celles liées à des conventions existantes, et enfin celles liées à des projets ou aides spécifiques ponctuelles pour du matériel, de la formation etc.. »

A la demande de Madame VAILLANT, Monsieur DAOUT confirme que la collectivité est toujours attentive à la santé financière du club de judo mais qu'il faut attendre de voir un peu comment cela évolue.

Monsieur LEGUBE : « on pourrait également regarder les associations qui participent à des actions particulières sur le territoire et/ou celles qui s'engagent dans une démarche environnementale »

Monsieur le Maire : « il nous faut être plus attentif pour l'avenir aux appels à projets ».

Décision adoptée par 20 voix pour et 5 abstentions (Monsieur LEGUBE avec le pouvoir de Monsieur TINARD, Monsieur CAIRE, Monsieur BONNIN, Madame VAILLANT). Mesdames GARDA-FLIP, GREFFIER et PERRAUX ne prennent pas part au vote.

2. APPLICATION DE LA NOMENCLATURE COMPTABLE M57

Monsieur Gérard DELIS

Selon le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales exigées par le comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement des dépenses publiques, il est désormais demandé aux collectivités territoriales de préciser les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies », conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire dans le cadre de la nouvelle nomenclature M57. En effet, cet article revêt un caractère imprécis du fait de la grande diversité de dépenses qui y sont imputées.

Sur demande du Service de gestion Comptable de Poitiers, il est donc proposé au Conseil Municipal, par délibération, de prendre en charge à l'article 6232 « Fêtes et Cérémonies » les dépenses engagées dans le cadre d'événements organisés par la Ville. D'une manière générale, c'est l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux seules fêtes ou cérémonies nationales et locales qui sont imputés au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies ». Les événements concernés sont les suivants (non exhaustifs) : cérémonies du 19 mars, du 08 mai, du 11 novembre, la journée nationale du souvenir, la fête nationale, les fêtes de quartier, le Festival Les Temps d'Art et autres, les heures vagabondes, la journée européenne du Patrimoine, l'organisation du jury des villes et villages fleuris, la fête médiévale,

le marché des producteurs, les marchés artisanaux (Noël, nocturnes), la foire exposition, le Téléthon, les inaugurations, la remise des décrets de nationalité, la cérémonie d'accueil des nouveaux Chauvinois, le forum des associations, le carnaval, la fête d'Halloween, les courses cyclistes, le trail des châteaux.

Hors cadre des dépenses affectées au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies », les frais de réception seront imputés au compte 6234 « Réceptions » à l'exception des frais de repas d'affaires et de mission qui, ne pouvant être rattachés à une réception organisée par la Ville, seront imputés au compte 6238 « Divers ».

Je vous propose d'adopter cette répartition.

DISCUSSION

Monsieur CAIRE fait remarquer à juste titre que certaines manifestations listées pour lesquelles les dépenses afférentes seraient imputées à l'article 6232 ne sont pas organisées directement par la ville.

Monsieur DELIS lui répond qu'effectivement mais que générant néanmoins des dépenses pour la collectivité, cette précision utile sera mentionnée dans la délibération qui sera extraite.

Décision adoptée à l'unanimité.

II. PERSONNEL

1. TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL COMMUNAL (CRÉATION DE POSTES)

Madame Nelly GARDA-FLIP

Conformément à L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L332-23 1° et L332-23 2°

Vu le tableau des effectifs,

Je vous informe qu'il est nécessaire de recruter :

- 1 adjoint technique - services techniques – 35 h 00

Pour un besoin d'accroissement temporaire d'activités au service « bâtiment »,

Pour garantir un bon fonctionnement du service des Musées et du service culturel et spectacles :

- 2 adjoints du patrimoine – 21 h 00 hebdomadaires (renouvellement de contrat) et 17 h 30 hebdomadaires (renfort estival)
- 1 adjoint technique – 28 h 00 (renouvellement de contrat)

Je vous propose :

- De créer :

Postes – Ouverture	Services	Nbre de postes	Date	Temps
Adjoint Technique	Techniques	1	Du 01/06 au 31/10/2024	Complet
Adjoint du Patrimoine	Musées	1	Du 01/06 au 31/12/2024	21 H 00
		1	Du 01/06 au 30/09/2024	17 H 30
Adjoint Technique	Complexe culturel et spectacles	1	Du 01/09 au 31/12/2024	28 H 00

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 de la commune – Chapitre 012-
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes démarches et formalités nécessaires au recrutement.

Décision adoptée à l'unanimité.

III. ENVIRONNEMENT

1. ADOPTION D'UNE CONVENTION AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN (EPTB) POUR METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS RELATIVES A L'AMÉLIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE INONDATION

Monsieur Gilles TALBOT

Le territoire de la commune de Chauvigny est situé dans le périmètre de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI) Vienne/Clain approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 août 2022. Le périmètre de la SLGRI prend en compte le bassin de la Vienne depuis la confluence Vienne/Issoire en Charente (16) jusqu'à la confluence Vienne/Creuse en Indre-et-Loire (37) et intègre le bassin du Clain.

Cette stratégie a défini les enjeux, objectifs et dispositions à prendre pour limiter les conséquences dommageables sur les personnes et les biens en cas d'inondation. Elle a été établie en associant l'ensemble des parties prenantes du territoire y compris les communes.

Afin de mettre en œuvre cette stratégie, un Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) a été rédigé. Pour chacune des actions à mener, ce programme identifie le porteur de projet, le plan de financement et le calendrier de réalisation. Au total, 37 actions sont envisagées sur la période 2023 – 2029 pour un montant de 6 405 611 euros financé à 56% par l'Etat, 14% par l'Europe, 2% par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, 22% par les collectivités territoriales et leurs groupements et 6% par des porteurs de projets privés.

Coordonnateur et rédacteur du PAPI, l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Vienne pilote, dans la phase de mise en œuvre, l'animation générale du dispositif afin d'assurer la cohérence de l'ensemble de la démarche tout au long de sa mise en œuvre prévue pour 6 ans (2023 – 2029).

Dans ce cadre, l'EPTB assure le portage direct d'actions d'animation, de conseil et d'amélioration des connaissances.

En complément de ces missions et afin de garantir la cohérence et permettre des économies d'échelle, le PAPI prévoit que l'EPTB Vienne propose un accompagnement aux communes inscrites dans le périmètre de la SLGRI pour les actions suivantes :

- Action n°1-1 : Poursuite du recensement et de la pose de nouveaux repères de crue
- Action n°1-2 : Elaboration, révision des Documents d'Information Communales sur les Risques Majeurs (DICRIM)
- Action n°1-3 : Réalisation d'ateliers pédagogiques auprès des scolaires
- Action n°1-7 : Pose de panneaux pédagogiques
- Action n°1-8 : Sensibilisation du grand public au risque d'inondation
- Action n°2-2 : Pose d'échelles limnimétriques

La commune de Chauvigny a manifesté son intérêt à bénéficier de toutes ces actions. L'EPTB Vienne a donc proposé de signer conjointement une convention de coopération. Elle vise à garantir que les services publics dont chacune des parties a la responsabilité sont réalisés en vue d'atteindre l'objectif qu'ils ont en commun consistant à réaliser les actions citées ci-avant dans le cadre du PAPI Vienne-Clain. Chaque partie a ainsi un intérêt réciproque à coopérer pour améliorer la culture du risque face aux inondations et à réaliser des économies d'échelle dans la mise en œuvre des actions.

Lors du précédent PAPI, la commune de Chauvigny a déjà bénéficié d'actions relatives aux repères de crues, aux panneaux pédagogiques, et aux ateliers pédagogiques auprès des scolaires. De plus, Chauvigny dispose d'un DICRIM depuis 2008, bien qu'il soit à rafraîchir.

Dans la priorisation des actions qui lui est demandé par l'EPTB pour leur réalisation sur la période de mise en œuvre (2023-2029), il est donc plus judicieux pour la commune de voir réaliser d'abord les autres mesures. La planification pourrait donc s'établir dans l'ordre chronologique suivant (dans la mesure où cela est compatible avec le planning général harmonisé par l'EPTB qui tient compte notamment des souhaits de toutes les communes adhérentes au PAPI) :

- Action n°1-8 : Sensibilisation du grand public au risque d'inondation
- Action n°2-2 : Pose d'échelles limnimétriques
- Action n°1-3 : Réalisation d'ateliers pédagogiques auprès des scolaires
- Action n°1-2 : Elaboration, révision des Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (DICRIM)
- Action n°1-7 : Pose de panneaux pédagogiques
- Action n°1-1 : Poursuite du recensement et de la pose de nouveaux repères de crue.

Je vous propose d'adopter le texte de la convention de coopération avec l'EPTB qui est jointe au présent dossier (le document complet avec ses annexes vous est transmis par mail) et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce document. Cette convention permet d'avoir un cadre d'intervention général qui permettra ensuite, sans autre formalisme, d'engager telle ou telle action listée plus haut.

DISCUSSION

Monsieur le Maire : « on ne peut pas nier que ce dossier est réellement d'intérêt général »

Madame VAILLANT : « nous sommes d'accord »

Monsieur LEGUBE : « est ce que tout cela est en lien avec le Plan de Prévention des risques d'Inondation (PPRI) ? »

Monsieur TALBOT : « c'est le même sujet mais il n'y a pas de lien direct. Le PPRI est un outil réglementaire d'urbanisme restreignant les droits à construire dans certains secteurs ».

Monsieur OURZIK : « c'est le fonds Barnier qui a financé la mise en place des PPRI. Les actions présentées s'inscrivent dans la continuité en matière de sensibilisation ».

Madame VAILLANT : « concernant les priorités, il me semblerait efficient de mener conjointement les actions référencées 1.3 et 1.8 »

Monsieur TALBOT : « tout à fait d'accord. Cela peut évoluer notamment comme expliqué en coordination avec les souhaits des autres communes signataires ».

Monsieur le Maire : « la sensibilisation c'est important. Je rappelle qu'en 1982, nous avions 1 m d'eau au centre-ville. Il a été réalisé des investissements très importants en amont avec les retenues écrêteuses mais compte-tenu de tous ces phénomènes climatiques qu'on peut constater, le risque zéro n'existe pas ».

Décision adoptée à l'unanimité.

2. DÉFINITION DES ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ZAeNR)

Monsieur le Maire

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à

répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale. L'article 15 de ladite Loi qui demande aux communes de définir des zones d'accélération des énergies renouvelables.

Ladite Loi permet aux communes de définir des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAENR). Les ZAENR peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (ENR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la nécessaire diversification des ENR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'ENR déjà installée. (L141-5-3 du code de l'énergie).

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. Toutefois, un comité de projet sera obligatoire pour ces projets, afin de garantir la bonne inclusion de la commune d'implantation et des communes limitrophes dans la conception du projet, au plus tôt et en continu. Le conseil municipal précise que pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas.

Dans le cadre de la définition des ZAENR par les communes, Grand Poitiers a élaboré une démarche afin de mettre à disposition un outil cartographique d'informations et de saisie à disposition des communes pour chaque énergie le 15 décembre 2023 (éolien, méthanisation, solaire thermique et solaire photovoltaïque, réseau de chaleur, hydroélectricité et géothermie). Une plénière a été organisée le 23 janvier 2024 pour que les communes puissent échanger autour de chaque énergie, pour plus de cohérence territoriale, et faciliter la définition des ZAENR par commune.

Les éléments nécessaires à la compréhension des propositions de ZAENR ont été mis en concertation du public par Grand Poitiers et les communes selon les modalités suivantes :

- 4 réunions d'information ont été tenues le 05 mars à Biard, 06 mars à Chasseneuil-du-Poitou, le 08 mars à Coulombiers et le 12 mars 2024 à Jardres.
- Un questionnaire en ligne diffusé sur la plateforme officielle « Je participe Grand Poitiers » du 23 février au 05 avril 2024.

Dans le cadre de la concertation, 119 avis, ont été déposés :

- 95 (nombre de personnes présentes en réunion publique)
- 5 (nombre de contribution via les réunions publiques)
- 114 (nombre de personnes et de contribution reçues via la consultation électronique).

Ce dossier a été présenté en commission générale le 21 mai dernier et un PPT a été projeté puis diffusé à l'ensemble des élus.

A l'issue de cette démarche, après recueil de ces contributions et échanges, je vous propose d'arrêter les propositions des zones d'accélération d'énergies renouvelables (ZAENR) selon les cartographies qui vous ont été présentées et détaillées par un envoi en dématérialisé en amont du conseil.

DISCUSSION

A la demande de Madame VAILLANT, il est précisé quelques éléments de cartographie notamment pour la méthanisation (5 zones proposées : Aguzon, Aillé, Bousseç, Cayenne et Chantegeay).

Monsieur LEGUBE demande où nous en sommes concernant différents projets dans ce domaine sur le territoire de la commune

Monsieur LARY répond qu'effectivement, il y a quelques projets dont certains sont en cours d'instruction en termes de demande d'autorisation et ce, dans différents types d'ENR : méthanisation, agrivoltaïsme. La décision de ce soir porte sur la définition de zones d'accélération et non sur un examen des différents projets qui se fera au cas par cas. Le rôle de la commune est d'ailleurs assez limité.

Il rappelle qu'il n'y a pas de zone d'accélération définie concernant l'éolien. Il précise que pour ces ZAENR, la suite de la procédure consiste dans un envoi des projets à la Commission de Régulation de

l'Energie (CRE) qui analysera si les remontées des différents territoires sont conformes aux objectifs nationaux de développement des ENR.

Monsieur LEGUBE : « Est-ce que chaque projet compris dans ces zones fera l'objet d'une délibération du conseil municipal ? En effet, nous avons bien compris qu'il ne s'agissait que de définir des zones, mais nous ne sommes pas favorables à tous ces projets ».

Monsieur le Maire : « oui c'est possible pour émettre un avis ».

Décision adoptée à l'unanimité.

IV. PROJETS - URBANISME

1. PROJET DE CRÉATION D'UN ESPACE NUMÉRIQUE PARTAGÉ – ADOPTION D'UN PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL ET DEMANDES DE SUBVENTIONS

Monsieur le Maire

Dans le cadre de son projet de proximité, la commune a mené une enquête de territoire et de proximité en juin 2021, via les différents réseaux locaux.

Les besoins de soutien à l'utilisation du numérique sont ressortis très fortement parmi les attentes et les demandes. L'émergence des besoins, le manque d'espace pour accueillir une structure e-sport existante ont incité la collectivité à s'interroger quant aux objectifs à poursuivre dans ce domaine en tant que valorisation d'un service public de proximité. De fait, le projet de création d'une structure dédiée au numérique a émergé.

Celle-ci pourrait regrouper : le conseiller numérique employé par la collectivité, la mission locale, le groupement des entrepreneurs chauvinois, l'association de lutte contre l'illettrisme « LECRIT » ainsi que de nombreux ateliers éducatifs, populaires et intergénérationnels et dans le domaine des loisirs, l'ASCII et le e-sport...

Ce lieu partagé, social, et innovant s'inscrirait dans le projet de proximité socio-culturel de la commune de Chauvigny initié en 2017. Il serait conçu comme un outil au service de la population et aurait pour vocation de développer les échanges de connaissances, de savoirs et pratiques dans le domaine du numérique.

La commune est soucieuse de garantir une offre de services en matière de mobilités, de lutte contre la précarité et l'isolement, de l'accès aux droits. Ce projet, destiné à lutter contre l'illectronisme et donc la fracture numérique prend tout son sens en proposant un lieu ressources qui positionne le numérique au service du développement et du pouvoir d'agir des populations.

Vous trouverez en annexe des éléments complémentaires sur le projet et notamment le détail des entités pressenties pour être présentes sur le site.

Concernant le lieu d'implantation de cet espace numérique, l'espace de vie rue de Châtellerault s'impose naturellement en synergie avec les structures déjà existantes : le CAP/CAPADO, l'espace Top Form, la future bibliothèque. Il a alors été étudié la faisabilité de procéder à l'aménagement du bâtiment dit « de l'ancienne menuiserie » actuellement en déshérence. Un chiffrage des travaux nécessaires a été réalisé et le BE ECOBAT a été mandaté pour la réalisation d'un avant-projet destiné entre autres à compléter les dossiers de demande de financement extérieur. En effet, il semble que des subventions puissent être sollicitées sur ce projet dans le contexte de la volonté de prendre en compte des initiatives innovantes de services au public (Europe, Région, mécènes..).

Pour autant, ce projet n'a pas été à ce jour pris en compte dans la programmation pluriannuelle de la ville même s'il présente un intérêt certain comme évoqué ci-dessus. En conséquence, la délibération proposée ce soir a pour objet d'adopter un plan de financement prévisionnel pour permettre le dépôt des dossiers de demande de subvention :

DÉPENSES (HT)

Travaux : 265 000 €

Frais maîtrise d'œuvre / honoraires techniques divers - Diagnostic : 23 000 €

Achats de mobilier : 23 025 €

Réseau informatique : 8 158 €

Matériel numérique : portables, écrans, photocopieur scanner, webradio... : 14 920 €

Aléas (5%) : 16 705 €

TOTAL : 350 808 €

RECETTES

Région : 52 621 € (15%)

Europe : 40 000 € (11,4%)

CAF : 1 000 € (0,3%)

DSIL (Etat – programmation 2025) : 150 000 € (42,8%)

Etat – financement spécifique PVD sur ingénierie : 11 500 € (3,3%)

Autofinancement commune : 70 687 € (20,1%)

Total financements publics : 325 808 €

Mécénat privé : 25 000 € (7,1%)

Coût Total : 350 808 € (100%)

A la connaissance des subventions obtenues, un point sera refait sur ce projet.

DISCUSSION

Monsieur le Maire recadre donc l'objet de la délibération : donner un avis de principe favorable mais ce n'est qu'à la vue du retour des demandes de subventions qu'il sera décidé si la commune s'engage dans la réalisation. « Il est vrai que la lutte contre la fracture numérique constitue un enjeu important, ce qui est illustré aujourd'hui par le succès auprès de la population du poste de conseiller numérique »

A la demande de *Madame VAILLANT*, *Monsieur le Maire* lui confirme que le financement de 25 000 € au titre du mécénat est acquis.

Monsieur CAIRE : « il me semble que sur le même site, une bibliothèque plus un espace numérique, cela correspond finalement à une médiathèque pour laquelle vous n'étiez pas favorable à sa réalisation. C'est pour cela que nous avons estimé votre projet de nouvelle bibliothèque peu ambitieux pour la ville »

Monsieur le Maire : « ce n'est pas la même vocation. Je me suis déjà exprimé sur le sujet de la médiathèque : beaucoup de collectivités subissent aujourd'hui les frais de fonctionnement d'une telle structure ».

A la demande de *Monsieur CAIRE*, il lui est précisé que l'espace partagé projeté serait d'un peu plus que 100 m2 environ

Décision adoptée par 25 voix pour et 3 abstentions (Monsieur LEGUBE avec le pouvoir de Monsieur TINARD, Monsieur CAIRE).

2. PROJET DE CRÉATION D'UN TERRAIN DE BASKET 3X3 – ADOPTION D'UN PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL ET DEMANDES DE SUBVENTIONS

Monsieur Michel DAOUT

Parmi les objectifs de la politique municipale, il avait été évoqué la diversification des équipements de loisirs de proximité. Dans ce cadre, la collectivité étudie depuis quelques mois la création de terrains de basket 3X3. Après discussion, il est apparu que la localisation idéale serait sur le site du CAP en synergie avec les équipements déjà existants, la présence d'encadrement et la situation au centre-ville.

Le constat ces dernières années est la baisse de la pratique physique et sportive chez les jeunes. Le constat s'accélère depuis la crise sanitaire. Les pratiques physiques et sportives de plein air permettent

de découvrir des sports, des règles de jeux collectives et de favoriser la socialisation, l'envie de bouger, de jouer, ou tout simplement de regarder. Dans ce cadre, la pratique du basket 3X3 constitue un vecteur avec le partenariat du club local de basket.

Cette pratique de rue universelle et sociale s'adapte à tous les publics. Elle peut répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser le développement des pratiques physiques et sportives chez les jeunes et lutter contre la sédentarité.
- Développer la connaissance de ce qu'est le basket 3X3.
- Accroître un partenariat territorial entre les entités locales institutionnelles et le tissu associatif.
- Développer un axe spécifique concernant le développement du basket 3X3 sur le territoire et en faire la promotion (Grand Poitiers est une terre d'accueil du 3X3).
- Prise de conscience pour les jeunes de l'intérêt du bien vivre ensemble.
- Développer les pratiques inclusion en situation de handicap.
- Trouver une instance d'écoute, de pratique physique et sportive et d'information, pour les jeunes.
- Implication des professionnels de terrain.

Pour autant, ce projet n'a pas été à ce jour pris en compte dans la programmation pluriannuelle de la ville même s'il présente un intérêt certain comme évoqué ci-dessus. En conséquence, la délibération proposée ce soir a pour objet d'adopter un plan de financement prévisionnel pour permettre le dépôt des dossiers de demande de subvention. Il est nécessaire de procéder assez rapidement sur ce point notamment vis-à-vis de l'Agence Nationale du Sport.

Le plan de financement proposé à l'adoption se présenterait de la manière suivante (en € HT) :

DEPENSES		RECETTES	
Terrassement + enrobé	42 348,00	Département (appel à projets)	17 876,70
Equipement	15 505,00	Etat - ANS Plan 5 000 terrains de sport	26 815,05
Aléas (3%)	1 736,00	Commune	14 897,25
TOTAL	59 589,00	TOTAL	59 589,00

Décision adoptée à l'unanimité.

3. ADOPTION DE CONVENTION DE SERVITUDE

Monsieur Gérard DELIS

Par une délibération précédente, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire a signé un compromis de vente d'un terrain en zone de Peuron à la SARL MAINTROT TP.

A la suite de quoi elle a déposé une Déclaration Préalable de travaux pour créer une installation dite Self Béton et un Permis de construire pour la réalisation d'un bâtiment à usage de bureaux et garage et aménager les parcelles pour les besoins de son activité de travaux publics.

Afin de pouvoir desservir ces parcelles en accès et réseaux, il convient que la commune octroie à la SARL MAINTROT TP une convention de servitude de passage sur la parcelle communale BC 274.

Il est à noter que cette parcelle doit rester propriété communale car elle dessert en voirie la propriété voisine - bâtiment logistique des établissements JUBERT – qui bénéficie également d'une servitude de passage.

Il est donc proposé au conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer une convention de servitude de passage sur la parcelle communale BC 274 au profit de la desserte en voirie et réseaux des parcelles BC 275 et 282 en cours d'acquisition par la SARL MAINTROT TP.

Décision adoptée à l'unanimité.

4. ADOPTION DE CONVENTION DE SERVITUDE

Monsieur Gérard DELIS

Par une délibération précédente, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire a signé un compromis de vente d'un terrain en zone de Peuron à la SCI MSC INVEST.

En vue de construire un bâtiment et aménager la parcelle pour les besoins de son activité artisanale et commerciale, la SCI MSC s'apprête à déposer une demande de permis de construire. Il convient qu'elle puisse bénéficier d'une servitude de passage en accès et réseaux sur la parcelle communale BC 276 pour desservir la parcelle qu'elle achète à la ville. La parcelle BC 276 doit rester propriété communale pour assure un alignement cohérent de la voirie dénommée rue des entrepreneurs.

Il est donc proposé au conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant des signer une convention de servitude de passage sur la parcelle communale BC 276 au profit de la desserte en voirie et réseaux de la parcelle BC 277 en cours d'acquisition par la SCI MSC INVEST.

Décision adoptée à l'unanimité.

V. DIVERS

1. PROJET BAFA DE TERRITOIRE

Madame Lysiane GREFFIER

Les structures d'animation « Petite enfance, enfance et jeunesse » du Département de la Vienne alertent depuis plusieurs années sur leurs difficultés à recruter des personnels formés pour répondre aux exigences réglementaires et pour assurer un service de qualité à la population.

Ce phénomène, qui tend à s'accroître, est encore plus prégnant en milieu rural. Les freins identifiés dans l'obtention de ce brevet d'aptitude ont conduit différents partenaires à concevoir un parcours « BAFA de territoire » comme une réponse possible reposant sur quatre principes :

- Penser un accompagnement le plus individualisé possible pour réduire la déperdition de stagiaires au fil du parcours ;
- Réduire le coût de la formation pour les stagiaires afin de pallier les difficultés financières et leur permettre d'aboutir à l'obtention du brevet ;
- Proposer une offre de proximité afin de réduire les difficultés de mobilité ;
- Impliquer les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) dans la démarche afin de penser un véritable accompagnement de chaque stagiaire dans la phase de mise en pratique.

Dans ce cadre, et compte-tenu de ces objectifs, plusieurs communes du territoire Est de GPCU (Bonnes, Chauvigny, Savigny L'Evescault, Saint Julien L'Ars, Sèvres Anxaumont), GPCU, des organismes de formation, et des ACM se sont rapprochées en vue de conclure une convention (projet en PJ) en vue de la mise en place d'un « BAFA de territoire » qui, comme le document l'indique, vise à ancrer un parcours de formation BAFA sur un territoire donné, en collaboration avec les acteurs éducatifs, au bénéfice des jeunes de ce territoire. L'accompagnement et l'engagement des jeunes sur leur territoire de vie constituent des enjeux forts de cette initiative.

Le projet de convention évoque également les enjeux, les engagements de chaque partenaire, le public visé, les modalités pratiques, la durée, le processus d'évaluation du partenariat.

Concernant l'article 10 relatif aux dispositions financières, il ressort que le coût de formation ressort à 980 €. Dans le cas d'un parcours sans aide individuelle de la CAF pour la 1^{ère} session, la part restant à la charge du stagiaire serait de 80 à 280 € en fonction de la participation financière votée par chaque commune pour les personnes identifiées sur son territoire.

Je vous propose :

- D'adopter la convention « BAFA de territoire »
- De fixer à 100 € par stagiaire la participation financière de la commune (soit un coût résiduel de 230 €) dans le cas d'un parcours sans aide individuelle de la CAF pour la 1^{ère} session.

DISCUSSION

A la demande de Madame VAILLANT, Madame GREFFIER précise que les effectifs concernés par commune ne sont pas arrêtés définitivement mais que ce dispositif pourrait concerner environ 4 personnes

Monsieur CAIRE : « c'est intéressant mais il faut être attentif à la fidélisation au territoire. On pourrait envisager que la commune participe plutôt à hauteur de 150 € plutôt que 100 € ce qui correspondrait à la médiane possible ».

Monsieur le Maire : « je suis d'accord.. ».

Décision adoptée à l'unanimité (Madame GARDA-FLIP ne prend pas part au vote) avec une participation de la ville à hauteur de 150 € par stagiaire pour les cas évoqués ci-dessus

2. ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DANS LA CHARTE DU RÉSEAU GUID'ASSO

Monsieur Michel DAOUT

Les associations sont des vecteurs de solidarité entre les individus, de lutte et de prévention contre les clivages et les inégalités. Elles contribuent à l'intérêt général et concourent à l'animation et au développement des territoires, au renforcement de la citoyenneté et de la démocratie ainsi qu'au maintien du lien et de la cohésion sociale.

Cette reconnaissance a été concrétisée à l'échelon national et afin de garantir la pérennité de l'engagement associatif, il convient de faciliter l'accès des acteurs associatifs à l'information et aux différents services susceptibles de les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets.

Ainsi, l'Etat, les collectivités territoriales, le mouvement associatif et leurs partenaires ont donc souhaité unir leurs réflexions pour penser une nouvelle structuration de l'offre d'appui aux associations locales pour laquelle le projet de charte dit du réseau Guid'Asso que vous trouverez en PJ présente les principes fondamentaux.

Le document présente :

- Le contexte national et régional de la Nouvelle Aquitaine,
- Les enjeux et les objectifs poursuivis,
- Les missions du réseau (accueil-orientation-information-accompagnement)
- Les principes d'action
- La gouvernance, l'animation, l'organisation et le fonctionnement du réseau

Je vous propose que la commune de Chauvigny s'engage sur cette charte.

DISCUSSION

Monsieur CAIRE : « en fait, tout cela se concrétise comment ? Par une maison des associations ? »

Monsieur DAOUT : « non pas du tout ; c'est une offre de services. Le réseau Guide Asso est une structure avec des personnes ressources dédiées.. »

Madame GARDA-FLIP : « je sais que le comité de jumelage a déjà fait appel »

Décision adoptée à l'unanimité.

3. AVIS DE LA COMMUNE PROJET ÉCONOMIQUE

Monsieur Gérard DELIS

Je vous informe que Monsieur Jérémie CHOSSON, fromager à Poitiers, souhaite ouvrir un magasin sur Chauvigny, au 33 de la rue du marché, dans le local commercial récemment libéré par le tabac.

Son projet a pour objet l'ouverture d'une crèmerie-fromagerie traditionnelle de vente au détail. Au sein de ce commerce, il proposera aussi à sa clientèle des produits de charcuterie, des vins, et des produits du terroir.

Dans le cadre d'une activité multiservices il souhaite aussi développer :

- La fourniture de plateaux de fromages et charcuteries aux particuliers, aux entreprises et collectivités, pour l'organisation de soirées et événements festifs ;
- Des tournées dans les communes du bassin de vie du chauvinois.
-

Ainsi, outre l'occupation d'un espace commercial vacant en centre-ville, les tournées permettront d'approvisionner une clientèle séjournant en zone rurale.

Pour réaliser son projet, Monsieur Jérémie CHOSSON souhaite solliciter une aide financière auprès de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), pour l'installation de commerces en zone rurale. Une délibération du conseil municipal de la commune d'accueil du commerce, marquant son soutien au projet, doit accompagner la demande d'aide présentée à l'ANCT.

Considérant que la démarche Petites Villes de Demain dans laquelle la commune s'est inscrite, notamment l'ORT signé avec l'Etat, contient un volet de développement de l'activité commerciale, il est proposé au Conseil d'apporter le soutien de la commune au projet de Monsieur Jérémie CHOSSON.

Décision adoptée à l'unanimité.

4. SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ALLOUÉE AU CCAS – EXERCICE 2024

Monsieur Gérard DELIS

Le budget primitif de la collectivité voté le 11 avril dernier prévoit une inscription budgétaire à l'article 657362 à hauteur de 161 500 €.

Il est nécessaire de confirmer l'octroi de la subvention par l'adoption d'une délibération spécifique qui avait été omis d'être inscrite à l'ODJ des séances précédentes.

Décision adoptée à l'unanimité.

5. SERVITUDE DE PASSAGE

Monsieur Jean-Claude LARY

Madame Béatrice RENE épouse RAVELEAU Patrick a déposé une demande de permis de construire n° 08607024X0009 en date du 12/03/2024 en vue de changer l'affectation de la grange existante en logement sur les parcelles AO 14,202 et 234.

Afin de desservir en accès et réseaux secs le futur logement, il convient que la commune lui octroie une servitude de passage en accès et réseaux secs- électricité et télécom sur la parcelle communale AO 172 , terrain d'assiette du bâtiment occupé par le Cinéma Le Rex, mais aussi de circulation et de stationnement tant pour assurer la sécurité contre l'incendie du cinéma (sortie et escalier de secours à l'arrière du bâtiment) , la maintenance d'installations et ouvrages techniques (ventilation mécanique, fibre optique, puisard pour les eaux pluviales) , que le stationnement PMR des usagers , que l'accès des riverains et de stationnement public (places sans marquage).

A noter que les réseaux d'alimentation en eau potable et eaux usées font l'objet d'une autre servitude de passage sur la propriété privée voisine sise 32 rue de la Paix.

Il est donc proposé au conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant des signer une convention de servitude de passage sur la parcelle communale AO 172 au profit de la desserte en voirie et réseaux secs des parcelles AO 14, 202 et 234 objet du permis de construire déposée par Madame Béatrice RENE épouse RAVELEAU Patrick en vue de transformer la grange existante en logement.

Décision adoptée à l'unanimité.

QUESTIONS ORALES

Liste « Agir pour Chauvigny »

Question N°1 (Monsieur LEGUBE) :

« L'installation d'un magasin Action à Jardres sur la zone de la Carte, jouxtant la commune de Chauvigny, a été actée suite à la réunion de la commission départementale d'aménagement commercial avec l'appui de Grand Poitiers et de la conseillère départementale du canton dont dépend la commune de JARDRES. Cette enseigne, même si elle est attendue par de nombreuses personnes n'ayant pas un pouvoir d'achat important, ce qui est totalement compréhensible, est un des symboles de la surconsommation et des atteintes à notre environnement en favorisant le consumérisme jetable et les produits importés souvent fabriqués par une main d'œuvre sous payée voir exploitée. Elle apporte une concurrence déloyale aux commerçants locaux qui ont manifesté leur opposition à ce projet et qui ont d'ailleurs reçu le soutien simultané du Maire et de notre groupe d'opposition. Ce constat entraîne les questions suivantes : Pourquoi le conseil municipal n'a pas été mis au courant de l'installation de ce magasin plus en amont, le maire ayant dû être informé de ce projet en ses qualités de conseiller communautaire et de conseiller départemental ? Pouvez-vous nous assurer que vous ferez ce qui est en votre pouvoir pour empêcher que des enseignes similaires s'installent sur notre commune, afin d'éviter la prolifération déjà importante de ce genre d'établissement ?

Réponse de Monsieur le Maire : « il est vrai que ce type de commerce pose un certain nombre de questions. Ceci étant, dans le cas présent, je ne suis pas certain que le magasin projeté soulève un réel problème de concurrence avec le commerce de centre-ville. D'une manière générale, ceux-ci doivent également pouvoir se démarquer en termes de qualité d'accueil. Sur la forme, on peut toujours regretter que la commune n'ait pas été informée plus en amont de ce projet d'implantation mais en l'espèce, nous n'avons pas de représentation au sein de la CDAC. Bien sûr que je ferai le nécessaire pour que ce type de magasin ne prolifère pas sur le territoire de la commune avec d'autres projets éventuels ultérieurs pour lesquels l'avis de la commune sera requis ».

Question N°2 (Monsieur CAIRE) :

« L'offre de bus Vitalis Chauvigny-Poitiers (33 et 33E) est un réel succès, avec 12 allers-retours en semaine, 3 le samedi, mais aucun le dimanche. Mais ce succès induit que sur les bus du soir partant de Poitiers le chauffeur est parfois obligé de refuser certains passagers car la capacité maximale du car est atteinte.

Par ailleurs la ligne régionale 433 Poitiers-Châteauroux propose 5 allers-retours Chauvigny-Poitiers en semaine, 3 le samedi et 1 le dimanche. Or les horaires de cette ligne (non affichés sur les panneaux à Chauvigny...) sont quasiment les mêmes que ceux de la ligne 33, parfois à la minute près au départ de la gare de Poitiers, et ces bus régionaux circulent à vide ou presque, avec très peu de passagers (le plus souvent moins de 5). Dans un objectif d'économie à la fois budgétaire et environnementale, serait-il possible d'envisager avec Grand Poitiers et la Région Nouvelle Aquitaine :

- 1) - De coordonner les horaires des deux lignes 33 et 433 pour renforcer l'offre sur toute la semaine et de proposer aux Chauvinois un document commun intégrant les deux lignes ?
- 2) - Que l'on puisse prendre le bus 433 entre Chauvigny et Poitiers avec un abonnement vitalis ? »

Réponse de Monsieur le Maire : « je comprends fort bien cette demande mais la compétence mobilités appartient en propre à GPCU. Nous avons déjà obtenu beaucoup de choses avec l'instauration de 12 lignes quotidiennes entre Chauvigny et Poitiers, chiffre qui va passer à 17. La Région et Vitalis, ce sont deux choses différentes donc ce n'est pas simple.. »

Madame GARDA-FLIP : « effectivement, l'autorité organisatrice est la Région Centre ce qui complexifie les choses. Concernant Vitalis, le succès des lignes 33 et 33 express est indéniable avec une augmentation constante des voyageurs. D'où le renforcement évoqué et également au point d'arrêt « Rabelais » à Poitiers. Il y aura également une ligne qui partira de 8h de Chauvigny avec arrivée à la gare de Poitiers à 9h et un arrêt au CHU à 8h40 ce qui correspondait à un besoin ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 40.

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Thibaut LEGUBE

Gérard HERBERT